

ALGÉRIE POSTE

Reprise du travail demain

Les postiers en grève depuis plus d'une semaine devront reprendre le travail demain. Le ministre de tutelle présidera, ce matin, le conseil d'administration de l'entreprise Algérie Poste. A l'ordre du jour : valider la plateforme de revendications des postiers.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Hier, les travailleurs des bureaux de poste étaient toujours en grève.

Ayant repris le travail, lundi, les postiers ont déserté une nouvelle fois les guichets. À la surprise des citoyens qui ont afflué dans l'espoir de retirer leur paie.

Pourtant, la veille, la Fédération des travailleurs de la poste a tenté de sensibiliser les grévistes.

Les membres de la fédération ont informé les travailleurs de la finalité des négociations avec la tutelle. Des

négociations qui ont débouché sur la satisfaction des revendications des postiers, en l'occurrence salariales. Pour les travailleurs, «pas de reprise tant qu'ils n'ont pas reçu de communiqué officiel».

«Nous avons eu des échos sur une éventuelle augmentation mais rien d'officiel. Nous attendons l'application des accords conclus en avril dernier, avant de reprendre le travail», ont indiqué les grévistes.

Selon des indiscretions, le ministre de tutelle devra présider, aujourd'hui, le conseil d'administration de l'entreprise



Les postiers déterminés à ne pas suspendre leur mouvement jusqu'à la satisfaction de leurs revendications de manière officielle.

Algérie Poste dans le but de valider la plateforme de revendications des postiers.

Celle-ci tourne essentiellement autour d'une

augmentation salariale de 30%, l'élaboration de plans de carrière, l'augmentation des indemnités mensuelles et un avancement de grade en

fonction de la compétence et de l'ancienneté. Ils demandent également de bénéficier des primes de rendement individuel et collectif (PRI et PRC).

Les postiers, qui ont déclenché, spontanément, un mouvement de grève illimité depuis le 28 mai dernier, devront mettre fin à leur mouvement dans l'après-midi d'aujourd'hui.

Selon un syndicaliste, un communiqué officiel sanctionnant la rencontre sera transmis dans la journée à l'ensemble des bureaux de poste qui, prévoit la même source, devront être fonctionnels, au plus tard, à partir de demain.

Pour rappel, à la Grande-Poste d'Alger, les directeurs ont été appelés à assurer le travail des guichetiers, depuis dimanche, pour effectuer le versement des salaires des employés de la Fonction publique.

S. A.

CONTESTATION

À LA ZONE
INDUSTRIELLE
DE SKIKDASit-in de près
de 150 agents
«cantonnement
2SP/DR1K»

Près de 150 agents 2SP, travaillant pour le compte de l'ex-EGZ1K, DR1K (direction régionale industrielle Skikda), ont observé hier, un sit-in au niveau du cantonnement (l'ex-aérodrome), au sein de la zone pétrochimique de Skikda.

Les revendications ont trait au rappel de 20% à partir de janvier 2010, le droit au volet social, la perception de l'IEP (indemnité d'expérience professionnelle), de la pension de la femme au foyer, l'alignement du salaire de base sur celui des travailleurs d'autres sites, certains ont 19 000 DA alors que d'autres n'ont que 18 000 DA).

«Cela sans parler des conditions de travail et du traitement indigne que nous subissons tout autant que les autres agents 2SP», nous dira un agent. «La 2SP est une filiale qui n'a de filiale que le nom, elle fonctionne plutôt comme une Sarl ou une SA (société anonyme).»

Pour rappel, la 2SP est présente dans le volet gardiennage au sein de Naftac, GL1K, Topping et ENIP.

Zaïd Zoheïr

AMAR TAKJOUT, SG DE LA FÉDÉRATION DU TEXTILE :

«Il faut appliquer les décisions prises
par les pouvoirs publics»

Le secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs du textile et cuirs, Amar Takjout, s'est interrogé, hier, sur le retard dans «la mise en application des décisions prises par les pouvoirs publics au profit du secteur du textile». Intervenant sur les ondes de la Radio Chaîne III dans l'émission «Invité de la rédaction», M. Takjout a plaidé «pour l'exécution en urgence des décisions prises par les pouvoirs publics».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Hôte de l'émission «Invité de la rédaction» de la Chaîne III, le secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs du textile et cuirs, affiliée à l'UGTA, a mis en exergue «l'intérêt particulier des pouvoirs publics pour la réorganisation du secteur du textile».

A cet effet, il dira que «l'Etat a mis en place toutes les mesures pour faire fonctionner les usines de texti-

le, dont la réhabilitation, l'assainissement, l'investissement, et ce, dans le but de prendre en main ce secteur qui est passé par une situation difficile pendant la décennie noire».

«Le retard accusé par le secteur du textile, notamment avec le plan de réorganisation prévu par les pouvoirs publics» a-t-il indiqué.

Selon lui, il s'agit «d'un programme ambitieux qui consiste à stopper notre dépendance vis-à-vis des

importations du textile». Pour rappel, depuis le début des années 1990, le secteur a vu une vingtaine d'entreprises déstructurées, et une perte d'emploi allant de 25 000 à 200 000 postes, avec des dettes se chiffrant en milliards de dinars. C'est pour cette raison que l'invité de la rédaction a insisté sur la «récupération et la réorganisation du secteur afin de réduire cette énorme facture des importations». «On doit récupérer notre marché national afin de réduire la facture des importations et assurer un recrutement massif dans le secteur, puisque le nombre d'employés dans le textile est estimé à 15 000, et si on récupère notre marché, on peut arriver à un taux de recrutement de 30 000 employés». Sur un autre plan, M. Takjout a soutenu l'idée d'un partenariat public-

privé», tout en indiquant que «l'Algérie a les moyens de relancer son industrie manufacturière» et de concurrencer certains pays de la région.

L'intervenant a cité l'exemple de la Turquie qui a réussi, «grâce à une politique bien définie, d'être le premier producteur du textile Europe devançant la Chine et seconde aux Amériques derrière cette même Chine».

Enfin, le secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs du textile et cuirs, Amar Takjout, a conclu son intervention en annonçant qu'«une cinquantaine de boutiques de l'ex-Enaditex seront récupérées et seront déployées dans le cadre d'un réseau de distribution appelé boutique-témoins».

A. B.

AIR ALGÉRIE

Le personnel navigant commercial opte
pour la grève générale

La compagnie nationale de transport aérien Air Algérie risque de traverser une zone de turbulence. Et pour cause, le Syndicat national du personnel navigant commercial algérien (SNPNCA) a brandi la menace de grève. L'annonce a été faite hier par voie de communiqué de presse.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La réunion du conseil national du Syndicat national du personnel navigant commercial d'Air Algérie, qui s'est tenue avant-hier, a conclu à la majorité de ses membres au dépôt d'un préavis de grève à compter du 15 juin prochain.

Le communiqué de presse rendu public hier et portant la signature du secrétaire général de ce syndicat autonome, M. Y. Hamamouche, fait état de revendications non «satisfaites» par

l'employeur. Selon le communiqué, il s'agit du «non-respect des conditions socioprofessionnelles, du non-respect de l'accord collectif sur le régime de travail signé par les deux partenaires et l'appel à la négociation, après dénonciation de l'accord salarial signé en 2003».

Si la menace de grève venait à être exécutée, elle aura pour conséquence directe la paralysie de l'activité de la compagnie. Il reste à savoir si l'employeur donnera une suite favorable aux revendications du SNPNCA ou encore la réaction des autres intervenants syndicaux activant au sein de la compagnie.

Pour rappel, les employés d'Air Algérie ont vu leurs salaires revalorisés à hauteur de 15% au terme de l'accord conclu entre le syndicat d'entreprise et l'employeur lors de la conclusion de la convention collective en 2008. En effet, Wahid Bouabdellah, P-dg de la compagnie, et les délé-

gués des six syndicats de l'entreprise avaient signé un accord salarial après deux années de négociations.

Cette majoration des mensualités des employés d'Air Algérie, qui a coûté la bagatelle de 959 millions de dinars, avait bénéficié à l'ensemble des travailleurs de la compagnie, du simple appariteur au commandant de bord.

Le directeur général avait, à cette occasion, expliqué qu'une commission d'experts planchait sur la «hiérarchisation» de ces augmentations selon les postes.

Air Algérie est l'une des rares entreprises publiques à avoir accusé un retard dans la signature de sa convention de branche à cause de la maladie de son ancien P-dg, le défunt Tayeb Benouis, mais aussi au vu de l'âpreté des négociations avec les partenaires sociaux.

A. B.